

Ecrit par le 23 décembre 2024

Paris-Bruxelles, Lucien Stanzione monte au créneau pour défendre l'agriculture vauclusienne



Lucien Stanzione est en pourparlers avec Bruno Bonnell, **secrétaire général pour l'investissement**. Mission ? Obtenir 10M€ pour la recherche et, ainsi, sauver la culture de la lavande, de la cerise, de la vigne et des produits de maraîchage. Comment ? En finançant une partie de la recherche de l'Inrae d'Avignon-Montfavet (Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement).

Cet entretien avec Bruno Bonnel se déroule aujourd'hui tandis que le sénateur Lucien Stanzione enfoncera le clou en se rendant, demain, mardi 19 septembre, à la Commission européenne à Bruxelles, pour entamer des discussions avec d'autres députés et des fonctionnaires en charge des questions

Écrit par le 23 décembre 2024

agricoles. Objectif : défendre le modèle agricole vauclusien et demander des aides financières pour faire avancer, de toute urgence, la recherche.

«Notre agriculture vit une période de transition, analyse Lucien Stanzione, arrivant au bout du modèle adopté après-guerre et qui nous aura servi jusqu'ici, mais butant à présent sur la dangerosité des produits, et, dans des cas de plus en plus nombreux, sur des phénomènes de résistance et donc d'inefficacité de ces produits. Il est capital d'aider les filières à sortir des impasses dans lesquelles elles sont actuellement.»

Saint-Rémy-de-Provence : une conférence autour de la culture du blé



Écrit par le 23 décembre 2024

Dans le cadre du programme de conférences élaboré par la [Société d'histoire et d'archéologie \(SHA\) de Saint-Rémy-de-Provence](#) pour le premier semestre de 2023/2024, [Henri de Pazzis](#), paysan, meunier et boulanger animera la conférence 'De la terre au pain' au Ciné-Palace le jeudi 14 septembre.

Fondateur de ProNatura en 1987, réseau pionnier de maraîchers et d'arboriculteurs biologiques, Henri de Pazzis a retrouvé la terre. Il la cultive sans hâte, œuvrant à la « renaissance du blé », attentif à l'équilibre du monde. Lors de la conférence, il abordera notamment la culture des blés anciens.

Jeudi 14 septembre. 18h30. 5€ (3€ pour les adhérents de la SHA). Ciné-Palace. 4 avenue Fauconnet. Saint-Rémy-de-Provence.

V.A.

60 millions d'euros pour soutenir l'agriculture biologique



Ecrit par le 23 décembre 2024

Un dispositif d'aide à l'agriculture biologique, doté d'une enveloppe de 60 millions d'euros, vient d'être validé par la Commission Européenne. Les agriculteurs ayant subi des pertes économiques importantes ont entre le 16 août et le 20 septembre pour déposer leur demande d'aide.

Le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire [Marc Fesneau](#) a annoncé le 17 mai dernier le renforcement du plan de soutien à l'agriculture biologique avec la mise en place d'une enveloppe complémentaire de 60 millions d'euros, en plus du fonds d'urgence de 10 millions d'euros. L'objectif est de soutenir les exploitations en agriculture biologique frappées par la crise actuelle de consommation de produits biologiques et ayant subi des pertes économiques importantes.

Ce dispositif d'aide a été validé le 3 août dernier par la Commission européenne et concerne donc les exploitations dont les productions et surfaces sont certifiées en agriculture biologique ou en conversion. L'exploitation est éligible si elle a perçu une perte d'excédent brut d'exploitation en 2022/2023 (dernier exercice clos entre juin 2022 et mai 2023) de 20% ou plus par rapport à la moyenne des exercices comptables clôturés de 2018 et 2019, et si elle a observé une dégradation de la trésorerie en 2022/2023 de 20% ou plus par rapport à la moyenne des exercices comptables clôturés de 2018 et 2019. Le dispositif d'aide devrait compenser jusqu'à 50% de la perte d'excédent brut d'exploitation, et présentera un minimum de 1000€.

Les agriculteurs pourront [déposer leur dossier sur la plateforme dédiée par FranceAgriMer](#) à partir du mercredi 16 août, et ce, jusqu'au mercredi 20 septembre à 14h.

V.A.

Enseignement agricole en Vaucluse : un taux de réussite de 85,4%

Écrit par le 23 décembre 2024



Lors de la session d'examens de juin 2023, l'enseignement agricole en Vaucluse a enregistré un taux de réussite de 85,4% sur l'ensemble de ses diplômés. Un résultat supérieur à celui enregistré au niveau national.

Ils étaient 673 élèves et apprentis à se présenter en juin aux examens de brevet de technicien supérieur agricole, certificats d'aptitude professionnelle et baccalauréats professionnels et technologiques relevant de l'enseignement agricole. Avec un taux de réussite de 85,4%, ce sont 575 jeunes Vauclusiens qui ont obtenu leur diplôme. Un taux de réussite supérieur à celui enregistré au niveau national (84%) mais inférieur à celui obtenu au niveau régional (86,8%).

Si le nombre d'élèves et apprentis à se présenter aux examens de l'enseignement agricole ne cesse d'augmenter année après année (51 521 en 2021, 52 619 en 2022 et 54 221 en 2023), le taux de réussite continue quant à lui de diminuer (90,4% en 2021, 86,4% en 2022 et 84% en 2023).

Filière	Présents	Admis	Taux de réussite
Bac Pro	306	273	89,2%
Bac Techno	69	61	88,4%

Ecrit par le 23 décembre 2024

Filière	Présents	Admis	Taux de réussite
BTSA	213	156	73,2%
CAPA	85	85	100,0%
Total général	673	575	85,4%

Les résultats aux examens de juin 2023 pour le Vaucluse.

Filière	Présents	Admis	Taux de réussite
Bac Pro	1 013	893	88,2%
Bac Techno	278	262	94,2%
BTSA	522	397	76,1%
CAPA	258	246	95,3%
Total général	2 071	1 798	86,8%

Les résultats aux examens de juin 2023 pour la région Paca.

Filière	Présents	Admis	Taux de réussite
Bac Pro	25 209	21 218	84,2%
Bac Techno	5 013	4 804	95,8%
BTSA	15 141	11 436	75,5%
CAPA	8 858	8 077	91,2%
Total général	54 221	45 535	84,0%

Les résultats aux examens de juin 2023 pour la France.

Sècheresse : « Pas d'agriculture sans eau, mais nous la restituons sous forme de fruits et légumes »

Ecrit par le 23 décembre 2024



Ce lundi 3 juillet, la Chambre d'Agriculture de Vaucluse a fait le point sur l'utilisation de la ressource eau par les agriculteurs de la région.

La présidente de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse est directe : « Notre objectif premier c'est l'économie d'eau, la sobriété, mais pour produire et pour nourrir la population, nous avons toujours besoin d'eau ». Elle précise sa pensée : « Il pleut de moins en moins au printemps et les températures sont de plus en plus élevées, donc les plantes transpirent et pompent dans l'eau les éléments minéraux dont elle a besoin. Avant, on avait un aléa climatique tous les 5 ans, maintenant, on en a 5 par an ».

Michel Brès, élu de la Chambre, ajoute : « Depuis plus de 900 ans et le Pont Julien par exemple, nos paysans savent économiser l'eau, par aspersion, par réseaux gravitaires (canaux à ciel ouvert), par structures d'irrigation collective. Celle du Canal de Carpentras est la plus importante de France en nombre d'adhérents et de surfaces desservies. Les besoins sont définis par culture et des quotas par secteur pour limiter les prélèvements. Cela permet parfois de les voir baisser de 90%. Nous avons aussi du goutte-à-goutte, de la micro-aspersion qui sont plus sobres en eau, mais qui ont besoin d'une pompe et d'électricité pour fonctionner ».

Les ressources en eau étant de plus en plus limitées, les agriculteurs doivent s'adapter en changeant de mode d'irrigation. Ici, technique goutte-à-goutte.

Georgia Lambertin reprend la parole : « Les années de sécheresse se succèdent, il faut donc contraindre tous les usages. Certes, les agriculteurs sont de gros consommateurs de la ressource eau, mais ils font un

Ecrit par le 23 décembre 2024

maximum d'efforts pour l'économiser. Par bassin-versant, chaque paysan a droit à un quota de prélèvement en fonction de la surface de la parcelle, de son exposition, de la nature de la culture. Il y a des capteurs et des compteurs où s'affiche le volume consommé et en fin d'année, il paie sa redevance. Et s'il a dépassé son quota sans raison, la police de l'eau débarque dans son exploitation et dresse une amende ».

Michel Brès intervient : « Dans notre Domaine expérimental de Piolenc, on teste les sols enherbés ou tondus, des panneaux photovoltaïques au milieu des vignobles pour protéger les ceps et apporter un revenu supplémentaire à l'exploitant, on a aussi des filets anti-grêles qui gardent la fraîcheur plus longtemps, parfois des brumisateurs pour rafraîchir les cultures. Nous faisons aussi des recherches en espèces végétales davantage résistantes au stress hydrique, grâce à de nouveaux porte-greffes qui permettent d'affronter le réchauffement climatique ».

Pourquoi faut-il absolument que l'agriculture dispose d'eau ?

Réponse de Georgia Lambertin : « En 2021, selon la FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), 828 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde, soit 46M de plus qu'en 2020. Donc pour éviter exodes et famines, et reconquérir notre souveraineté alimentaire, nous avons besoin d'une agriculture forte, moins gourmande en eau, résiliente, ancrée dans la transition écologique, capable de s'adapter aux demandes des consommateurs. Mais pour que le Vaucluse reste attractif pour ceux qui y vivent, comme pour les touristes, nous devons garder nos paysages, nos forêts, nos champs, nos haies, nos bosquets, nos restanques, nos jachères fleuries, notre biodiversité. Et remettre l'agriculture au cœur de l'activité économique du département ».

Claire Bernard, chargée de mission à la Chambre d'Agriculture, témoigne : « Avant, pour un hectare de vigne, il fallait 10 000 à 20 000m³ d'eau par an, maintenant, grâce au goutte-à-goutte, seulement 1 000m³, c'est 10 à 20 fois moins que le canon à eau, c'est dire les économies que les viticulteurs ont réalisées. En plus, la vigne est l'une des cultures les plus résistantes au stress hydrique ».

La technique du goutte-à-goutte permet des économies d'eau. *Empreinte de l'eau calculée pour cultiver, récolter, torréfier, transformer, emballer et transporter les grains de café // source : site web du Centre d'information sur l'eau « eaux virtuelles »

La présidente de la Chambre d'Agriculture intervient : « L'an dernier, on a pris conscience que l'eau ne coulait pas de source. On a dû apporter aux riverains de l'eau potable par citernes entières sur le Plateau de Sault. Cela fait 40 ans qu'on économise l'eau, on ne peut pas faire plus ». A la fin de la conférence de presse, c'est au tour d'André Bernard, le Président régional des Chambres d'Agriculture de rajouter : « Certes, on a le barrage de Serre-Ponçon, les lacs de Sainte-Croix et du Verdon. Mais depuis 50 ans, on a créé le TGV, agrandi le réseau autoroutier, fait sortir de terre des hôpitaux, des logements, des écoles, mais rien en matière d'hydraulique, alors que la population croît et que les besoins alimentaires suivent la même hausse. Pourtant, depuis les Romains, on a un vrai savoir-faire dans le sud avec le Pont du Gard. Certains ont raison de mettre des réservoirs en bas des gouttières pour récupérer l'eau de pluie. Qu'on cesse de nous bassiner avec l'eau ». Grâce au projet « HPR » (Hauts de Provence rhodanienne), une

Ecrit par le 23 décembre 2024

extension des réseaux d'irrigation devrait soulager les agriculteurs du nord Vaucluse quand on sait que seulement 15 à 20% des terres cultivées dans notre département sont irrigués ».

Contact : www.chambre-agriculture84.fr.

Etoiles de l'Europe 2023 : l'agriculture vauclusienne récompensée



Écrit par le 23 décembre 2024

La Chambre d'agriculture de Vaucluse s'est démarquée lors de la première édition du concours « Les Etoiles de l'Europe en Région Sud 2023 », qui s'est tenu mardi 9 mai à l'Hôtel de Région de Marseille. L'organisme a été récompensé dans la catégorie « transition vers une économie circulaire » pour ses distributeurs automatiques de produits fermiers.

« Les agriculteurs n'ont pas fini d'innover ni de vous étonner » a déclaré la Présidente de la Chambre d'agriculture Georgia Lambertin lors de la remise du prix. Développés par la Chambre d'agriculture en partenariat avec l'association « En direct de nos fermes », les distributeurs automatiques de produits fermiers offrent aux consommateurs la possibilité de commander en ligne des produits locaux 24h sur 24 à partir d'un outil de précommande [Drive fermier](#). Les commandes sont ensuite récupérées directement au distributeur le plus proche.

Ce projet, récompensé dans la catégorie « transition vers une économie circulaire », propose un accès facilité aux produits agricoles locaux issus directement des exploitations (légumes, fruits, œufs, fromage, viande). Il permet également de soutenir les agriculteurs locaux et de sensibiliser les consommateurs à l'importance de faire le choix du local.

Prochainement, d'autres distributeurs devraient voir le jour.

J.R.

Benoît Rabilloud intègre le groupe Perret en tant que directeur général

Ecrit par le 23 décembre 2024



[Benoît Rabilloud](#) vient de rejoindre le groupe [Perret](#), basé à Bagnols-sur-Cèze, en tant que directeur général de Vindima, holding animatrice du groupe. Auparavant, il a occupé divers postes de direction au sein de la société pharmaceutique et agrochimique allemande Bayer. Il a même été président de Bayer France et directeur de la région Europe Ouest et Nord de la division CropScience. « J'avais envie d'un nouveau projet professionnel plus agile et flexible mais aussi plus proche du monde agricole, un monde complexe dont j'apprécie énormément la dimension humaine », explique-t-il.

Au sein du groupe aux 255 millions d'euros de chiffre d'affaires, 612 salariés et 60 sites, Benoît Rabilloud supervisera sa direction opérationnelle, mais aussi le transfert d'une partie de ses activités vers le digital. « Nous travaillerons en binôme pour poursuivre notre croissance en faisant évoluer la gouvernance et l'organisation, dans l'esprit et les valeurs familiales qui ont toujours prévalu au sein de notre entreprise », ajoute [Bernard Perret](#), PDG du groupe.

[Lire également : 'Bernard Perret, le 'Géo Trouvetout' du monde agricole'](#)

V.A.

André Bernard, « Ce que je pense de la raréfaction de l'eau »



Rencontré lors de la journée de séminaire de l'eau organisée par l'[Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse](#), [André Bernard](#), président de la Chambre régionale d'agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur propose sa vision de l'agriculture engagée dans la modernité.

«La situation en Vaucluse est préoccupante car nous n'avons pas eu de vraies précipitations depuis trois

Ecrit par le 23 décembre 2024

mois, observe André Bernard, président de la Chambre régionale d'agriculture de Paca. La partie ouest du Vaucluse a dépassé les précipitations annuelles à tel point qu'il y a eu de petites inondations très localisées. Sur la partie est du département -autour du plateau de Sault- ainsi qu'au Mont Ventoux, il y a très peu eu de neige, du coup les nappes phréatiques sont à un niveau bas.»

La Durance et le Verdon

«Heureusement une partie du département est desservie par la Durance ou par le Verdon via [le canal de Provence](#) sur des ressources qui sont stockées. Certes l'enneigement est moins important que les années précédentes et historiquement mais supérieur à ce qu'on a connu l'année dernière. Egalement EDF explique que le barrage de Serre-Ponçon se remplira pour atteindre la cote touristique au 1^{er} juillet ce qui nous permettra de disposer d'une réserve d'eau pour travailler tout en l'économisant.»

Innovation et technologie

«Le monde agricole, depuis des années, et en particulier dans le Vaucluse, a fait d'énormes efforts puisque nous avons divisé par deux voire plus le volume d'eau pour l'irrigation des cultures en passant d'une irrigation gravitaire -qui réalimente les nappes- parfois au bénéfice des communes et des prélèvements individuels mais qui ne permet pas d'aller dans des secteurs un peu en hauteur.»

Arroser en hauteur

«Comme l'urbanisation a grignoté les terres agricoles qui étaient irriguées par les canaux gravitaires autour d'Avignon, d'Orange, de Carpentras, de Cavaillon et tous les autres villages, l'agriculture a dû se repositionner sur les hauteurs et, aujourd'hui, avec le changement climatique et d'irrégulières précipitations nous devons désormais arroser sur les coteaux les vignes et les arbres fruitiers, ce qui ne se faisait pas auparavant.»

Ecrit par le 23 décembre 2024



Cultures à flanc de coteaux

Du goutte à goutte aux sondes

«Pour arroser ces cultures sur ces territoires, nous utilisons le goutte à goutte -une technique qui existe depuis 25 ou 30 ans- qui passe au pied des arbres, des vignes et des cultures. Maintenant, depuis presque 10 ans, nous pilotons l'irrigation du sol via des sondes qui mesurent le degré d'hygrométrie tous les 10 cm, jusqu'à parfois 1m de profondeur dans le sol, suivant les cultures, et transmet instantanément les données digitales au cultivateur qui déclenche, selon ces informations, l'irrigation afin de ne pas gaspiller l'eau. Cependant cette technologie réclame à ce que nous disposions de réserves d'eau stockée et accessible pour la distribuer quand cela est nécessaire. Avec cette technologie nous avons réussi à diminuer très fortement le volume d'eau utilisé.»

Une meilleure pratique du travail des sols

«Nous avons également nettement amélioré les pratiques du travail des sols, notamment en enherbant entre les rangs, afin que le sol ne se réchauffe trop et ne s'assèche pas. Egalement lorsque nous récoltons, nous ensemençons, ce qui va permettre de stocker plus d'eau ainsi que d'améliorer la structure du sol. De plus, ce couvert végétal permettra d'absorber le carbone et la chaleur. L'intérêt de cette biomasse ? Demain elle alimentera les [méthaniseurs](#) et produira du bio-gaz en plus de ce que nous produisons. C'est tout une réflexion qui est en cours.»

Des ombrières photovoltaïques au secours des vergers

Ecrit par le 23 décembre 2024

«Nous pouvons aussi explorer un autre système qui permet de réduire l'exposition au soleil comme l'agroforesterie, de type oasis, de façon à avoir un couvert végétal et cultiver en dessous. L'inconvénient ? L'arbre a aussi besoin d'eau et nous ne maîtrisons pas l'ensoleillement. Or, il y a des techniques, aujourd'hui qui permettent de produire de l'énergie électrique au moyen de systèmes pivotants -des ombrières photovoltaïques- qui laissent passer la lumière tout en ombrageant les plantes lorsqu'il fait chaud et permettent de réduire la consommation d'eau. Ces systèmes sont aujourd'hui en expérimentation.»

Des expérimentations menées au lycée agricole de Carpentras-Serre

«A ce propos, nous venons d'inaugurer au lycée agricole de Carpentras-Serre l'installation d'un verger de cerisiers sous ombrières. Ces structures seront également équipées de filets pour protéger les arbres et les fruits. Pour autant la vie reste très présente dans nos exploitations car les lapins, les oiseaux pénètrent dans les serres ainsi que les haies qui abritent les parcelles et regorge d'une faune très présente.»

Le débat sur l'eau

«Pour autant, pour économiser de l'eau il faut en disposer. Heureusement que nos anciens ont réalisés les deux ouvrages hydro-électriques [Serre-Ponçon](#) et du [Verdon](#) (dont une part de l'eau est réservée pour le canal de Provence), au départ conçus pour sécuriser en eau, la ville de Marseille. Sans Serre-Ponçon nous n'aurions pas pu, non plus, sécuriser l'arrivée en eau pour la région. Ainsi, 80% de l'eau consommée sur la région Sud Paca est de l'eau stockée et transportée. Sans ces aménagements, ainsi que le Canal de Vaucluse, pensé par nos anciens, plus de 5 millions d'habitants n'auraient pas eu leur place en Provence. Certes il y a moins de neige, il pleut différemment, mais même si les précipitations doivent baisser, il tombe encore assez d'eau pour alimenter Serre-Ponçon et le Verdon.»

Ecrit par le 23 décembre 2024



Cerisiers à Venasque

Le Rhône

«Sans ces régulateurs, l'été, il n'y aurait plus assez d'eau pour vivre dans la région. Dans cette part, l'agriculture en utilise 10% soit 200 millions de m³ réservés à l'agriculture sur Serre-Ponçon sur les 2 milliards existants. Le Rhône est de deuxième fleuve le plus porteur d'eau douce de la méditerranée après le Nil. Et il reste très peu utilisé, l'agriculture en prélève moins d'un jour du débit du Rhône. Certes, là aussi il y a une baisse, des irrégularités dans le débit et l'étiage -le plus bas niveau de l'eau- qui avait auparavant lieu en septembre car la neige fondait en juillet et août, ce qui fait que l'arrivée d'eau est plus rapide mais techniquement gérable.»

Nourrir nos concitoyens

«Nous avons de l'eau, le tout est de la stocker, de la transporter et d'accompagner les agriculteurs à mettre en place les pratiques et du matériel qui permet d'économiser l'eau pour relever le défi de nourrir nos concitoyens avec des produits du terroir car plus de 50% des fruits et légumes consommés en France

Ecrit par le 23 décembre 2024

proviennent d'Espagne, d'Italie, de Pologne –le plus important producteur de pommes- et du Maroc.»

La souveraineté alimentaire

«On a demandé à nos grands-parents et parents, au sortir de la guerre, de travailler à la souveraineté alimentaire de notre pays. Ils ont relevé le défi et l'alimentaire est devenu très peu cher dans les dépenses. Dans les années 1960, la part de l'alimentation dans le budget de consommation des ménages représentait 29% dont la moitié revenait au paysan. Aujourd'hui la part alimentaire est de plus de 17% et la part qui revient aux agriculteurs est de moins de 3%. Le produit agricole bord-champs a été fortement déprécié et n'est pas payé à sa juste valeur. Ça veut dire qu'à court terme, on trouve des solutions en important d'ailleurs, c'est-à-dire de pays qui ont moins d'eau que nous. Les fruits et légumes vampirisent leurs nappes et cours d'eau pour nous servir à moindre prix.»

Production de fruits et légumes, un modèle économique ultra libéral

«L'eau est essentielle à la vie et pour se nourrir, or on importe de plus en plus de pays qui n'ont ni les mêmes règles ni les mêmes normes que nous. Pourtant lorsque l'on disparaît sur un secteur, les pays importateurs remontent les prix et les baissent lorsque nous le reprenons. C'est bien que nous avons un rôle de régulateur sur le marché. Aujourd'hui, les industriels ne trouvent pas dans le pays, les productions nécessaires, parce que les producteurs ne veulent pas prendre le risque d'une culture qu'ils ne pourraient pas porter à son terme, ou perdre pour n'avoir pas pu la protéger faute de molécules que les autres pays continuent d'utiliser. Par exemple qui sait que le plus grand utilisateur de [glyphosate](#) est la SNCF pour désherber ses voies ?»

La disponibilité en eau en France

«Le challenge pour sécuriser notre avenir, pour que les agriculteurs s'adaptent au changement climatique, tout en répondant à la souveraineté alimentaire, c'est de pouvoir demain, stocker l'eau et utiliser l'innovation technologique pour l'économiser. Comment expliquer qu'aujourd'hui nos éleveurs vont acheter du foin en Espagne et que nous on n'en fait pas ? Eux arrosent et nous, nous n'avons pas le droit d'arroser.»

Écrit par le 23 décembre 2024



Des paysages Vauclusiens façonnés par l'agriculture

Mine de rien, le MIN d'Avignon n'en finit pas de se réinventer

Ecrit par le 23 décembre 2024



Première femme à diriger le MIN d'Avignon depuis sa création, Laëtitia Vinuesa recevait tout récemment dans le Hall H ses homologues venus des Marchés d'intérêt national (MIN) de Châteaurenard, Carpentras, Cavillon, Marseille-Les Arnavaux, Nice, Grenoble, Strasbourg, Perpignan, Lyon, Haute-Corse et de Rungis, n°1 en Europe. Au cœur de leur réunion : le lancement de 'La 1ère Semaine des circuits-courts et produits français' qui se tiendra du 18 au 24 septembre 2023. Objectif : répondre à nos besoins alimentaires et environnementaux.

« Une façon de mettre à l'honneur l'ensemble des acteurs 'Du champ à l'assiette', producteurs, grossistes, expéditeurs, négociants et détaillants qui s'engagent pleinement dans la mise en avant des produits agricoles de chez nous » explique Marcel Martel, patron du MIN de Châteaurenard et vice-président de la Fédération des Marchés de Gros de France. D'ajouter « Alors que les consommateurs expriment un intérêt croissant pour les achats de proximité dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat et qu'ils cherchent à concilier maîtrise de leur budget et aspiration à une consommation durable et responsable, les prix de l'alimentation ne cessent de grimper. La mise en avant de nos produits de terroir permettra de les promouvoir avec le savoir-faire de nos agriculteurs ». Lors de cette semaine des visites d'exploitations seront organisées au cœur des MIN avec les scolaires et avec une implication des chefs cuisiniers.

Près de la moitié des Marchés de France

Sur les 26 MIN de France, une douzaine étaient représentés et leurs responsables ont pris la parole pour d'abord définir ce que sont des 'circuits-courts' et en quoi le rôle des MIN et de leurs plateformes agro-alimentaires est incontournable pour le sourcing des produits, leur traçabilité, leur qualité gustative et nutritionnelle et leur état sanitaire. Le directeur du MIN des Arnavaux, Marc Dufour explique par

Ecrit par le 23 décembre 2024

exemple que « L'endive vendue sur le carreau de Marseille vient de Lille. Certes, elle traverse toute la France du nord au sud, cela fait beaucoup de kilomètres, mais on n'en cultive nulle part ailleurs dans l'hexagone. L'ananas ne pousse pas aux Pennes-Mirabeau, il vient de Martinique, de Guadeloupe et de La Réunion, il est donc produit en France ultra-marine mais il arrive de loin. » Il conclut « Ne parlons pas du coût de la main d'œuvre, en France, un salarié, charges comprises, est payé 2 000€ quand un marocain touche 10 fois moins ». Pareil pour Doris Ternoy, présidente du MIN de Strasbourg : « Le local, pour nous c'est ce qui pousse le long des rives du Rhin, mais des deux côtés, donc nous avons beaucoup de maraîchage allemand et il vient d'à côté ».



Le MIN d'Avignon.

Répondre à nos besoins alimentaires et environnementaux

Gilles Bertrand du 'Grand Marché de Provence' intervient : « Nous avons des spécificités puisqu'en plus des fruits et légumes, nous avons une filière riz de Camargue et un abattoir à Tarascon pour les taureaux, donc la facture carbone est très basse. » La représentante de Rungis, Valérie Vion intervient : « Comme notre site, malgré ses 234 hectares, est plein à 97%, il est envisagé un autre lieu sur une centaine d'hectares avec des entrepôts, une agora des producteurs, des professionnels de la transformation et mise en conserve avec encore plus de débouchés vers le commerce, la restauration, les cuisines scolaires,

Écrit par le 23 décembre 2024

les maisons de retraite, les crèches, les hôpitaux de la Grande Couronne parisienne. »

C'est au tour de Benoît Mathieu, président du MIN de Cavaillon d'intervenir. « En hiver, nous avons moins de fruits et légumes français, mais nous tournons quand même autour de 70% de production hexagonale en moyenne sur l'année. Dans nos locaux mûrissent bananes de Martinique et de Guadeloupe. Nous travaillons main dans la main avec nos voisins des MIN d'Avignon, Châteaurenard, Nîmes ou Marseille, une synergie qui fait de nous le service public de la distribution alimentaire sécurisée ». Le responsable du MIN d'Agen ajoute : « Nous, nous sommes un marché de producteurs de fleurs, fruits et légumes. Le seul du Tarn et Garonne, entre Bordeaux et Toulouse et nous proposons 80% de local. Mais entre les problèmes climatiques, le manque d'eau, de main d'œuvre saisonnière, de transmission des exploitations quand les paysans partent à la retraite, les surfaces cultivées fondent comme neige au soleil. Sans parler du problème d'enclavement, d'absence d'autoroutes, du coup les transporteurs rechignent à travailler avec nous. »



L'activité du MIN d'Avignon, comme tous les autres MIN de France, débute très tôt le matin.

Enfin, les représentants de Haute -Corse venus en force de la Chambre d'Agriculture, ont rappelé en quelques mots les données socio-économiques de l'île de Beauté : « 340 000 habitants, 3 millions de touristes en haute saison, seulement 4 à 5% de production locale et 70 000 hectares de friches qui

Ecrit par le 23 décembre 2024

renforcent l'appétit d'ogre des spéculateurs et promoteurs immobiliers. Nous avons un retard indéniable. »

Un peu d'Histoire...

En attendant cette 'Semaine des circuits-courts' en septembre prochain, un brin d'histoire sur le « MIN d'Avignon » qui n'a pas toujours été installé à l'angle de la rocade Charles de Gaulle et de la rue Pierre Sémard. Avant 1960, il y avait un marché aux fleurs place du Change, une halle aux grains place des Carmes, un marché aux bestiaux et aux chevaux boulevard Saint-Roch, un marché des producteurs boulevard Limbert, un marché quotidien des fruits et primeurs boulevard Saint-Michel, des centaines de producteurs tout autour des remparts d'Avignon. Les Halles métalliques de la place Pie datent de 1899.

C'est en 1961, le 29 septembre précisément, qu'est publié au Journal officiel le décret 'portant création du MIN d'Avignon' co-signé par Michel Debré, Premier Ministre, Roger Frey, Ministre de l'Intérieur, Edgard Pisani, Ministre de l'Agriculture et François Missoffe, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur. Sa définition juridique : « Aménager le territoire, améliorer la qualité environnementale et la sécurité alimentaire ». Il a été ensuite inauguré 1960 par Henri Duffaut, maire d'Avignon et Robert Dion, président de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse.



Ecrit par le 23 décembre 2024

Son premier directeur, Richard Sébillotte (1962-1980), qui vécut plus de 100 ans, se rappelait, lors du 50^e anniversaire du MIN : « On a construit à tour de bras à Saint-Chamand, le bâtiment des expéditeurs, la mûrisserie de bananes, le bâtiment des négociants, celui des denrées diverses ». Au début, les paysans apportaient leurs cageots sur des carrioles tractées par des chevaux, puis des 203 camionnettes Peugeot ou des fourgons Citroën. En 1963, le Général de Gaulle a été boycotté par les syndicats agricoles, des clous avaient même été jetés sur le parcours de la voiture présidentielle vers ce qu'on appelait encore le marché-gare.

De 11 à 25 hectares

Des centaines de camions en provenance d'une vingtaine de départements du sud de la France ralliaient le carreau des producteurs dès 3h du matin, chargés de tomates, aubergines, melons et abricots, mais aussi de dattes et d'ananas, de viande et de poissons pêchés au large de Marseille et du Grau du Roi. L'usine Produits Agricoles de Provence (PAP), 20 000m² de chambres froides est directement reliée à la voie ferrée et exporte dans des wagons frigorifiques vers l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre. Dans les années 70, on estime que les volumes ont été multipliés par 3 en 10 ans et que les transactions atteignent 150 000 tonnes, faisant d'Avignon la plus forte zone d'influence de France.

Ecrit par le 23 décembre 2024



Entre 1960 et 1980, la superficie est passée de 11 à 25 hectares, celle des bâtiments totalise 42 000m², des parkings et voies de circulation 87 000m² et les installations frigorifiques 37 000m². Face au développement de la grande distribution et des hyper-marchés qui enserrant Avignon au nord et au sud, le MIN d'Avignon s'adapte aux nécessaires mutations, il innove, se réinvente, accueille Promocash et Métro. Avec Didier Auzet, directeur général délégué, puis Patrick Tralongo, directeur-adjoint, il se diversifie en pôle économique aux diverses facettes. Il s'agrandit, change de look. A partir de 2005, 2 000m² de bureaux d'acier et de verre sortent de terre, 5 000m² de hangars supplémentaires pour un investissement de 22M€.

Un CA annuel de 238,5M€

Depuis les années 60 où on ne trouvait que producteurs, maraîchers et grossistes, le MIN a évolué. Classé 4^e en France, il accueille une banque, un point poste, deux crèches, des traiteurs, des restaurants, des transporteurs. « Le secteur tertiaire à lui seul occupe 5 000m² » précise Laëticia Vinuesa, sa directrice depuis janvier 2022.

Ecrit par le 23 décembre 2024



A ce jour, 138 entreprises y sont implantées avec 1 360 emplois à la clé et un chiffre d'affaires de 238,5M€. Nul ne doute que, mine de rien, à deux pas des autoroutes, du TGV et de l'aéroport, il va continuer à s'agrandir, se métamorphoser, se doter de bornes de recharges électriques, de panneaux photovoltaïques sur les toits, de composteurs et d'unités de traitement des déchets. On en reparlera !